

Pourquoi, dans certains pays, les finances publiques ne s'améliorent-elles pas dans les périodes de croissance ?

Il est très probable que la croissance va rester faible aux Etats-Unis en 2008 et va s'affaiblir en Europe (avec la crise de l'immobilier aux Etats-Unis, la fin du cycle de la construction en Europe, la dépréciation du dollar, les moindres créations d'emplois dans la finance). Certains pays abordent cette situation avec des déficits publics faibles ou inexistants, d'autres (France, Italie, Royaume-Uni) avec des déficits publics déjà importants, ce qui les empêchera de stabiliser leurs économies.

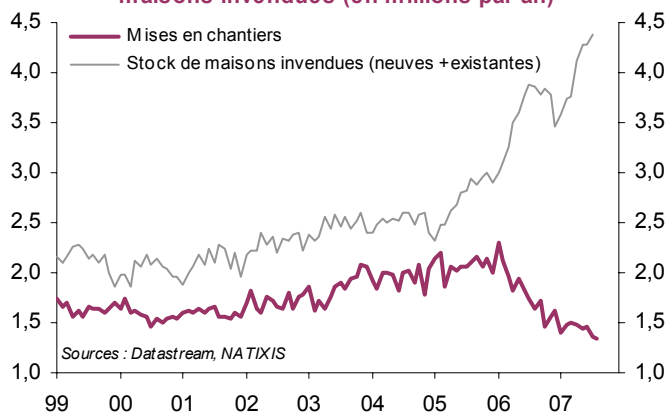
Pourtant, la croissance a été forte de 2003 à 2006 ; certains pays n'ont donc pas profité de la croissance pour améliorer leurs finances publiques. Nous nous interrogeons sur la nature de cette absence d'amélioration, sur ses causes et ses effets.

Un ralentissement économique en 2007-2008 aux Etats-Unis et en Europe

La crise immobilière aux Etats-Unis sera durable en raison de la taille du stock de maisons invendues, d'où la chute de l'activité de construction (**graphique 1**) et le recul du prix des maisons (**graphique 2**).

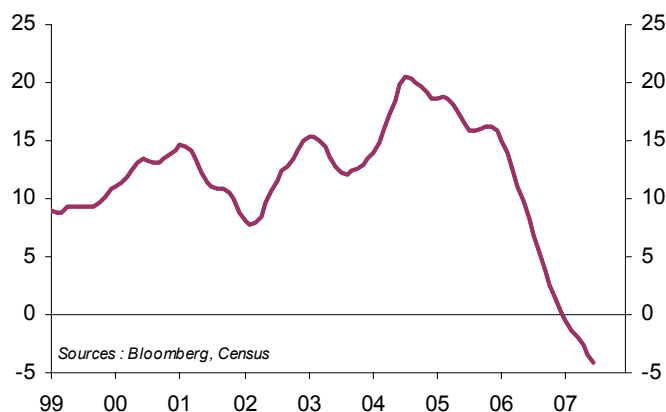
Graphique 1

Etats-Unis : mises en chantiers et stock de maisons invendues (en millions par an)



Graphique 2

Etats-Unis : prix des maisons (GA en %)

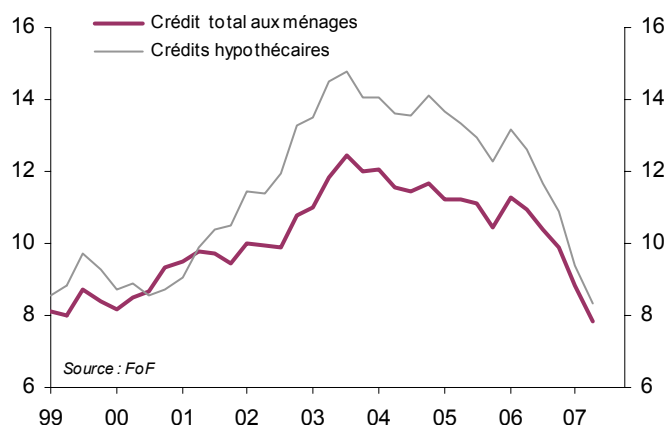


De plus, la baisse du prix des maisons fait disparaître les crédits aux ménages liés aux plus-values immobilières, d'où le freinage de ces crédits (**graphique 3**).

Ceci pousse donc à anticiper une croissance durablement assez faible aux Etats-Unis (graphique 4).

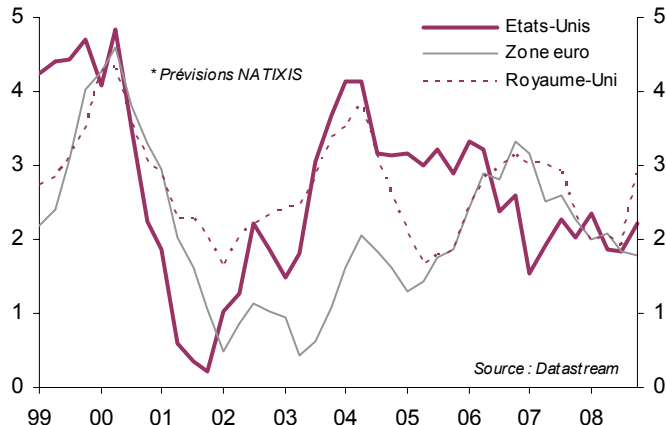
Graphique 3

Etats-Unis : crédits aux ménages (GA en %)



Graphique 4

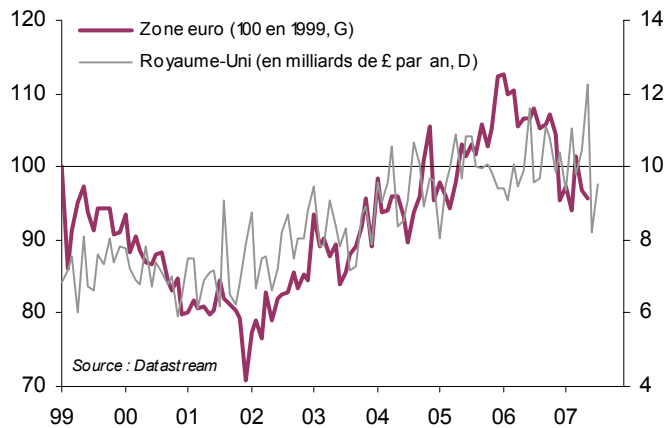
PIB* (volume, GA en %)



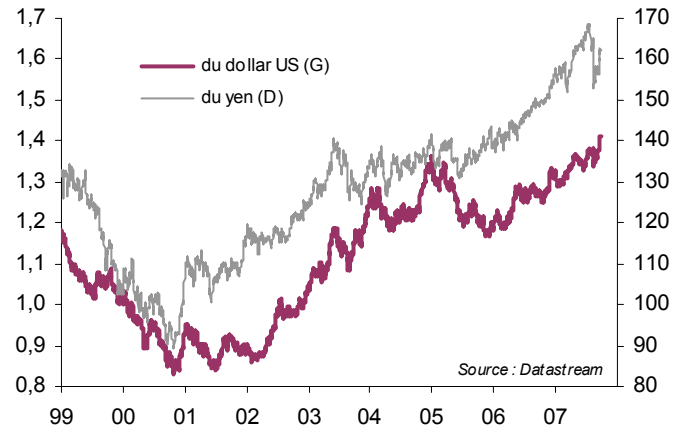
L'Europe devrait aussi connaître un ralentissement économique (**graphique 4**), pour différentes raisons :

- ralentissement de l'économie américaine ;
- fin du cycle de l'immobilier résidentiel (**graphique 5**) ;
- appréciation de l'euro (**graphique 6a**) et de la livre (**graphique 6b**), d'où freinage des exportations (**graphique 6c**) ;
- effets des politiques monétaires plus restrictives (**graphique 7a**) sur la demande, le crédit.

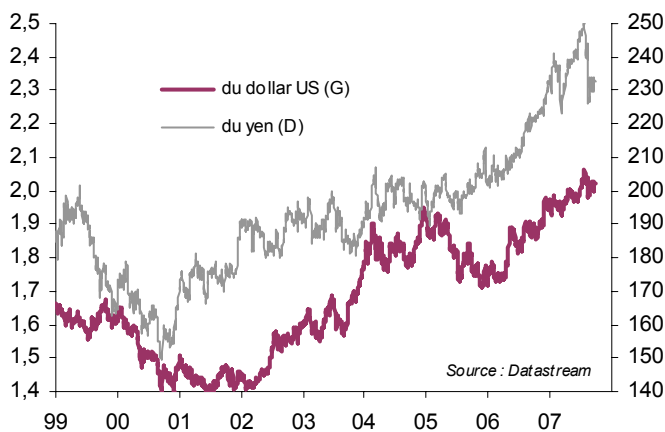
Graphique 5
Permis de construire



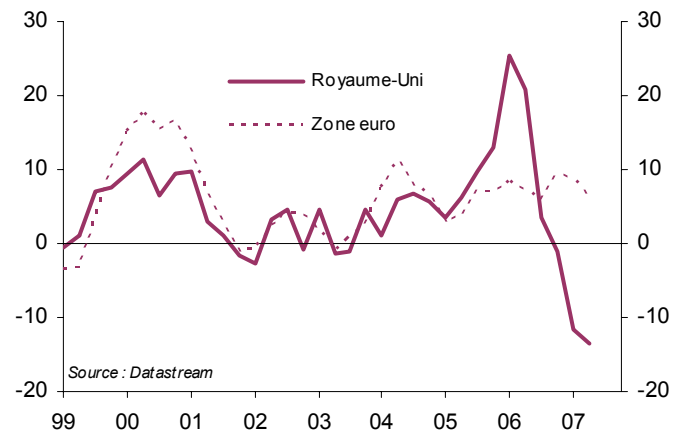
Graphique 6a
Taux de change contre l'euro



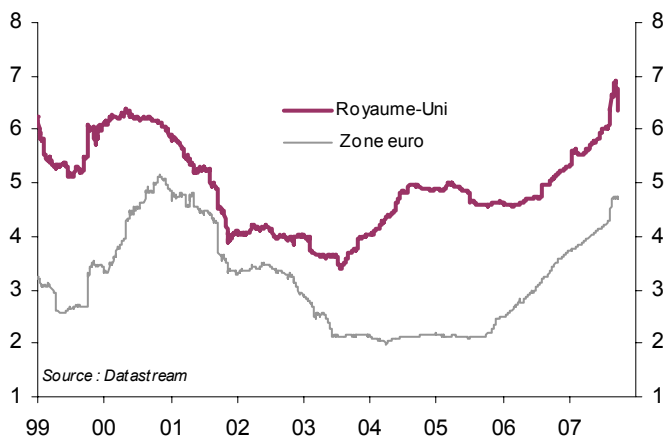
Graphique 6b
Taux de change contre la Livre Sterling



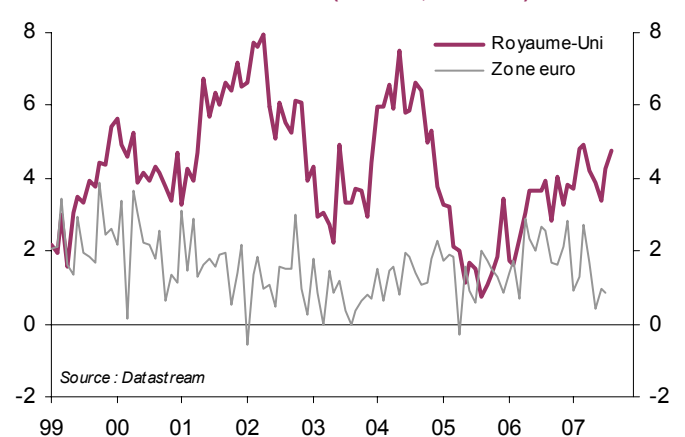
Graphique 6c
Exportations (volume, GA en %)



Graphique 7a
Taux d'intérêt à 3 mois



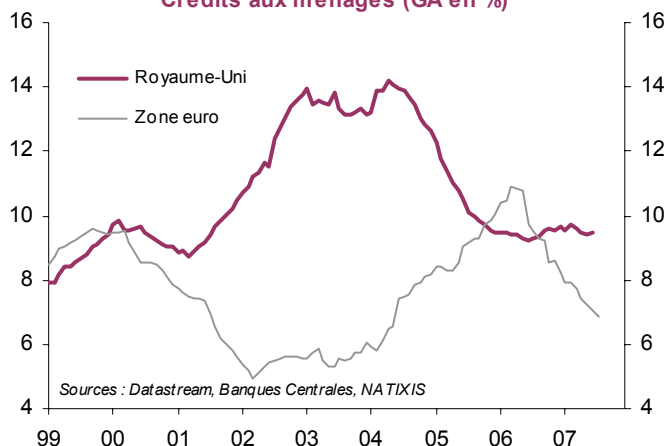
Graphique 7b
Ventes de détail (volume, GA en %)



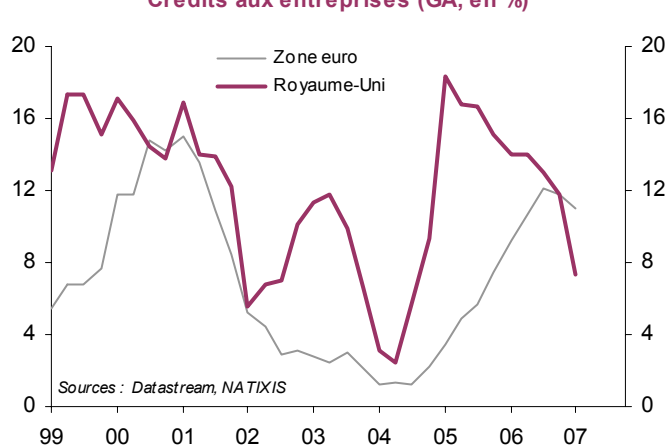
Les ventes au détail ralentissent dans la zone euro, mais pas au Royaume-Uni (**graphique 7b**) ; de même, les crédits aux ménages freinent seulement dans la zone euro (**graphique 7c**), mais c'est le cas clairement des crédits aux entreprises au Royaume-Uni (**graphique 7d**).

- moindres créations d'emplois que dans le passé dans les services financiers après la crise (ce qui ne se voit pas au 2^{ème} trimestre 2008 encore au Royaume-Uni, **graphique 8**), ce qui est particulièrement important au Royaume-Uni où ils représentent plus de 20% de l'emploi total.

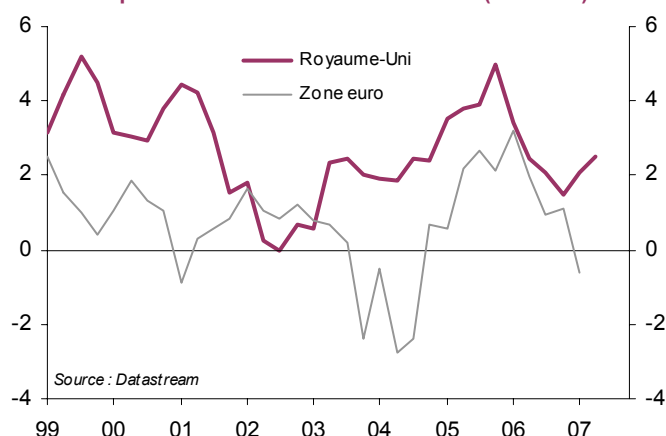
Graphique 7c
Crédits aux ménages (GA en %)



Graphique 7d
Crédits aux entreprises (GA, en %)



Graphique 8
Emploi dans les services financiers (GA en %)



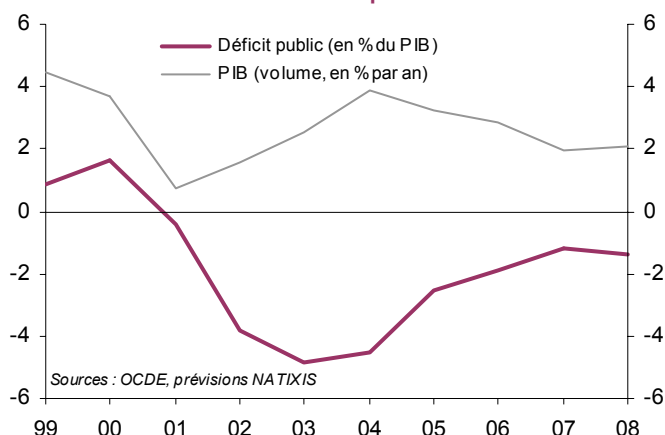
Des situations budgétaires très différentes au moment de ce ralentissement de la croissance

Nous regardons les situations des Etats-Unis, du Royaume-Uni, des quatre grands pays de la zone euro.

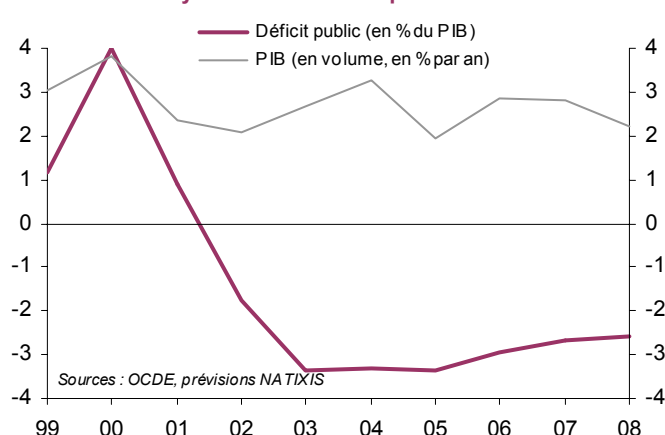
Il est intéressant de voir ce qu'a été l'évolution du déficit public de ces pays pendant la période de croissance (2003-2006) qui précède le ralentissement de 2007 ou 2008.

On s'aperçoit (graphiques 9a à 9f) que trois pays (le Royaume-Uni, la France et l'Italie) abordent le ralentissement économique avec des déficits publics importants (le chiffre de 2006 est gonflé cependant, on le sait, en Italie par l'incorporation du déficit des chemins de fer).

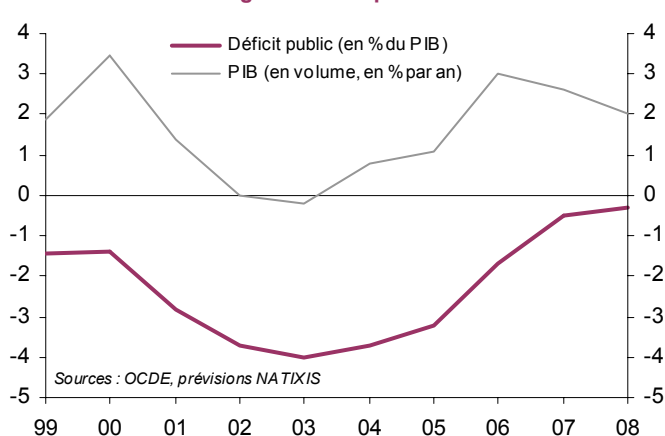
Graphique 9a
Etats-Unis : déficit public et PIB



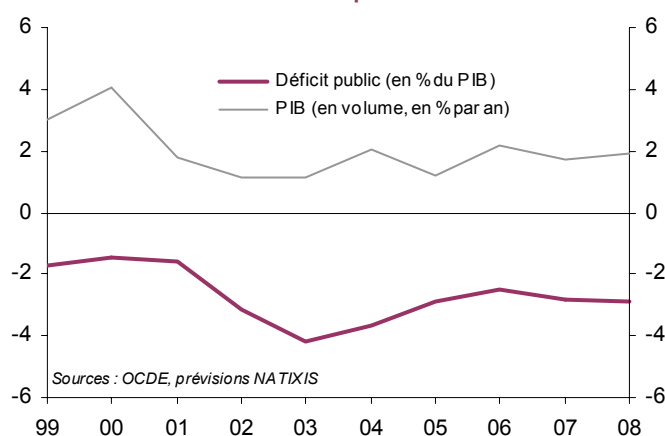
Graphique 9b
Royaume-Uni : déficit public et PIB



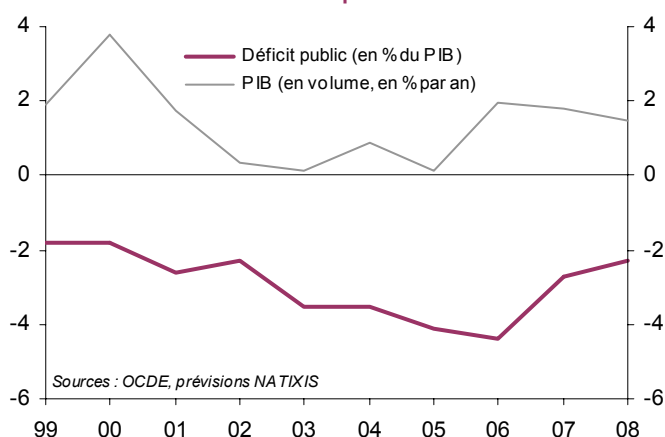
Graphique 9c
Allemagne : déficit public et PIB



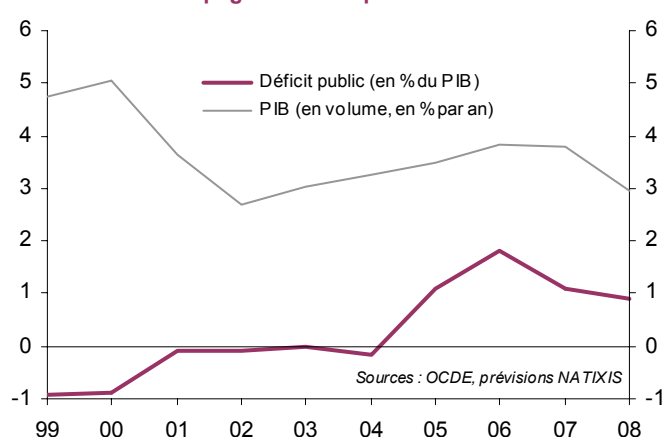
Graphique 9d
France : déficit public et PIB



Graphique 9e
Italie : déficit public et PIB



Graphique 9f
Espagne : déficit public et PIB



Le déficit public en 2007 est à peine supérieur à 1 point de PIB aux Etats-Unis, est de l'ordre de 0,5 de PIB en Allemagne ; il y a excédent budgétaire en Espagne.

Ceci veut dire que le Royaume-Uni, la France et l'Italie n'ont pas utilisé la période de croissance pour réduire leurs déficits publics, donc qu'ils ne pourront que peu se servir de la politique budgétaire pour stimuler leurs économies.

D'où vient l'absence d'amélioration budgétaire de ces pays ?

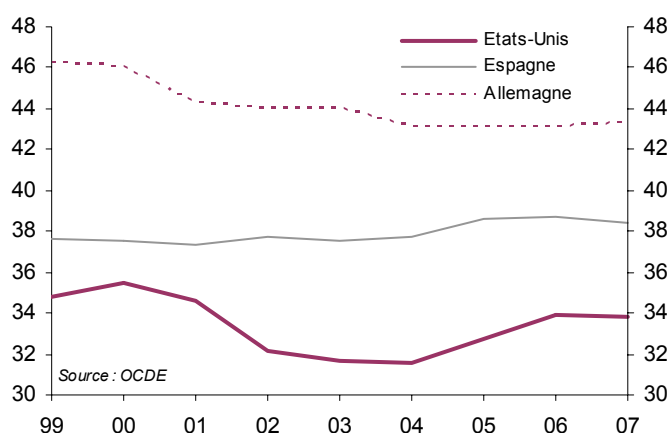
Les causes de l'absence d'amélioration budgétaire pendant la période de croissance

Nous essayons de **comparer les comportements des autorités budgétaires** (au sens large, en incluant collectivités locales, Sécurité Sociale...) **des pays analysés**, et de voir en **quoi les pays, où les finances publiques restent dégradées après une période d'expansion, diffèrent des autres**.

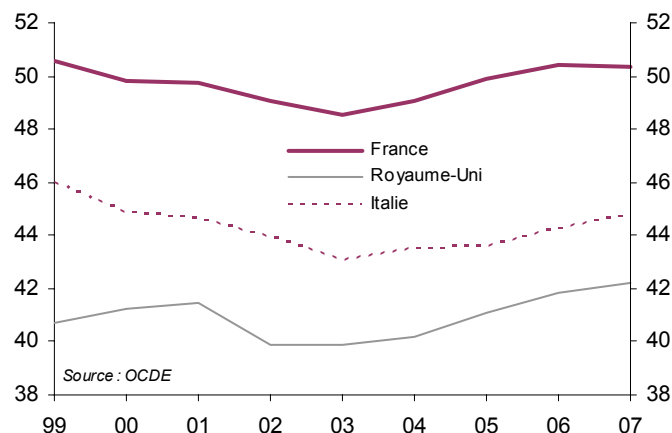
1 Recettes fiscales

La **pression fiscale totale**, de 2003 à 2007, augmente aux Etats-Unis mais aussi en France, au Royaume-Uni et en Italie, les pays qui n'ont pas réduit leur déficit pendant la période de croissance (**graphiques 10a-10b**). Les **charges sociales** ont peu varié dans les six pays (**graphiques 11a-11b**), les **impôts indirects** ont augmenté en Espagne, en Allemagne (en 2007) et en France (**graphiques 12a-12b**) ; les **impôts directs des ménages** ont augmenté aux Etats-Unis, mais aussi au Royaume-Uni et en Italie (**graphiques 13a-13b**) ; les **impôts directs des entreprises** ont augmenté dans les six pays (**graphiques 14a-14b**).

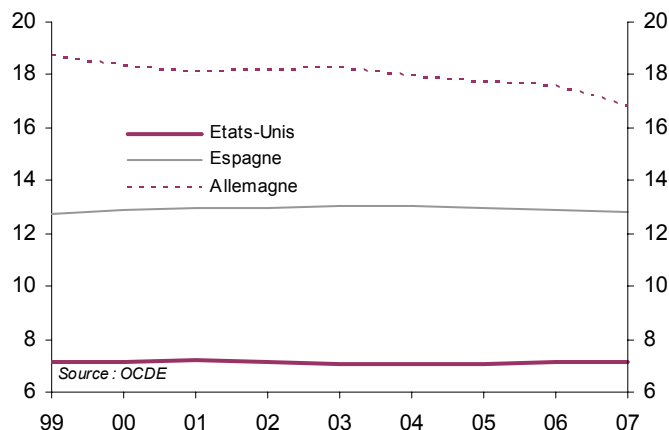
Graphique 10a
Pression fiscale (en % du PIB)



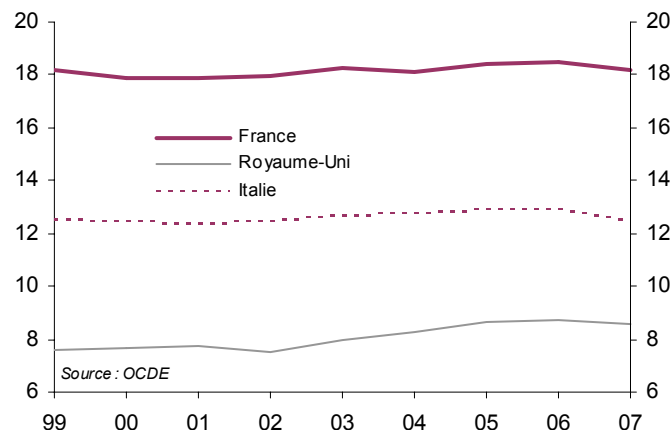
Graphique 10b
Pression fiscale (en % du PIB)



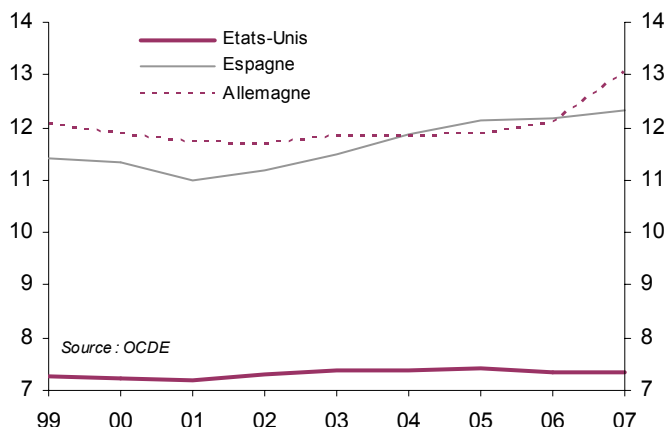
Graphique 11a
Cotisations sociales (en % du PIB)



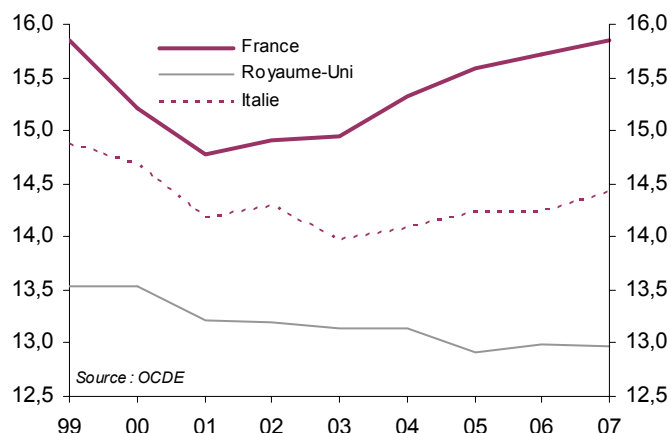
Graphique 11b
Cotisations sociales (en % du PIB)



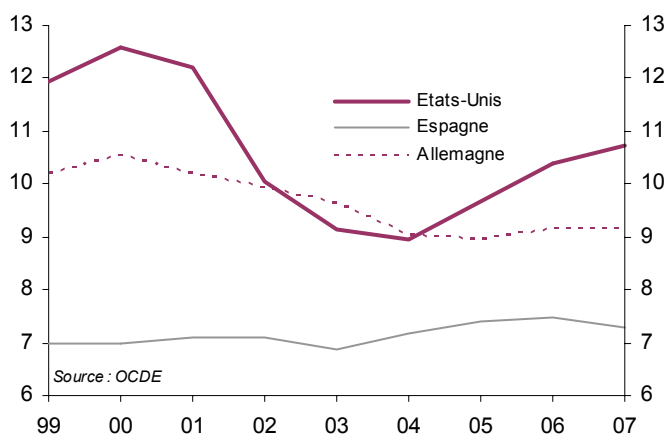
Graphique 12a
Impôts indirects (en % du PIB)



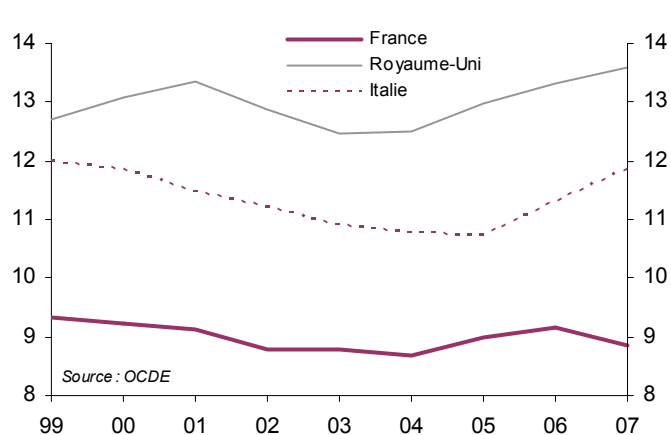
Graphique 12b
Impôts indirects (en % du PIB)



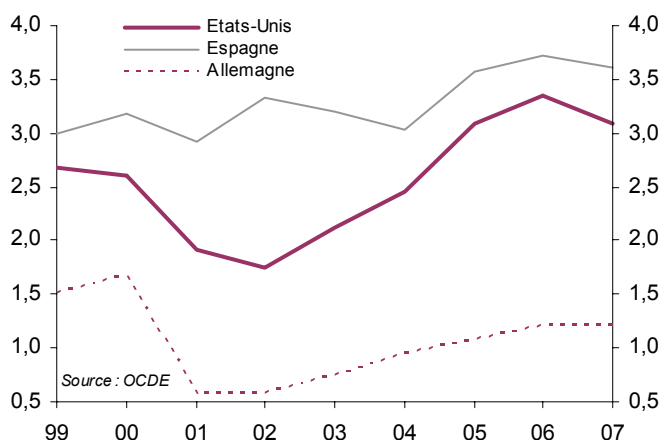
Graphique 13a
Impôts directs des ménages (en % du PIB)



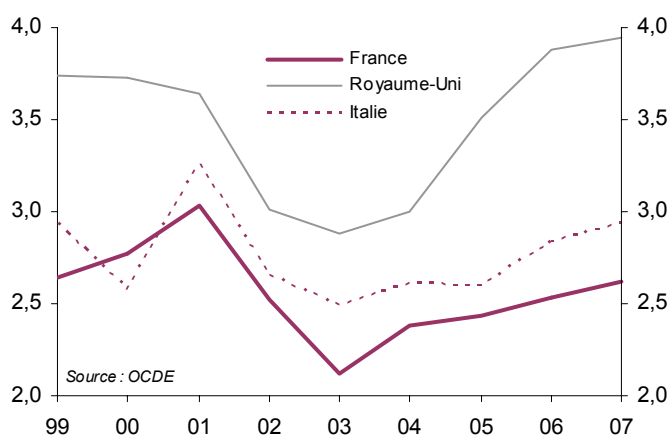
Graphique 13b
Impôts directs des ménages (en % du PIB)



Graphique 14a
Impôts directs des entreprises (% du PIB)



Graphique 14b
Impôts directs des entreprises (% du PIB)

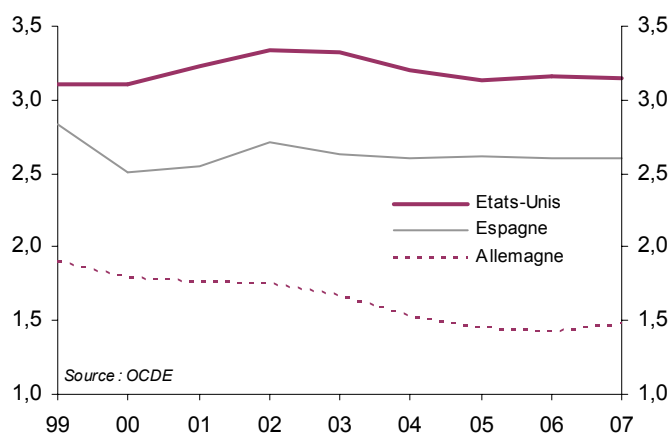


L'évolution de la pression fiscale n'explique donc pas la différence entre les pays qui ont réduit leur déficit public de 2003 à 2007 (Etats-Unis, Espagne, Allemagne) et ceux qui ne l'ont pas réduit (suffisamment, France, Royaume-Uni, Italie).

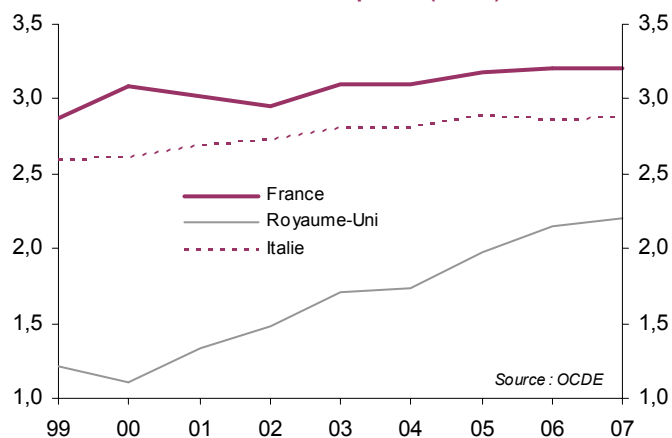
2 Dépenses publiques

- L'investissement public a peu bougé sauf au Royaume-Uni où il a beaucoup augmenté, tout en restant assez faible (graphiques 15a-15b).
- Les prestations sociales ont baissé en Allemagne, ont progressé en France et en Italie (graphiques 16a-16b).

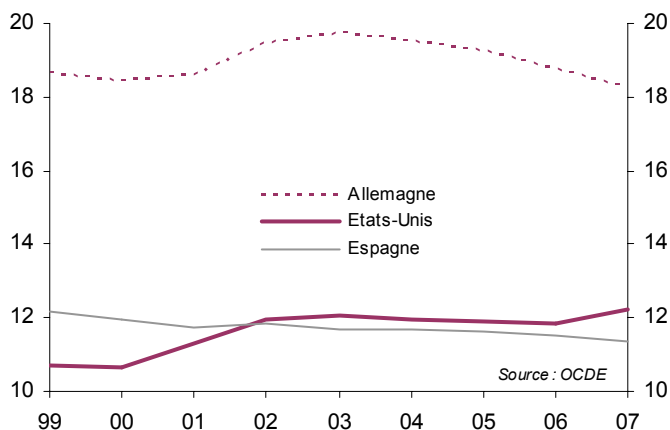
Graphique 15a
Investissement public (% PIB)



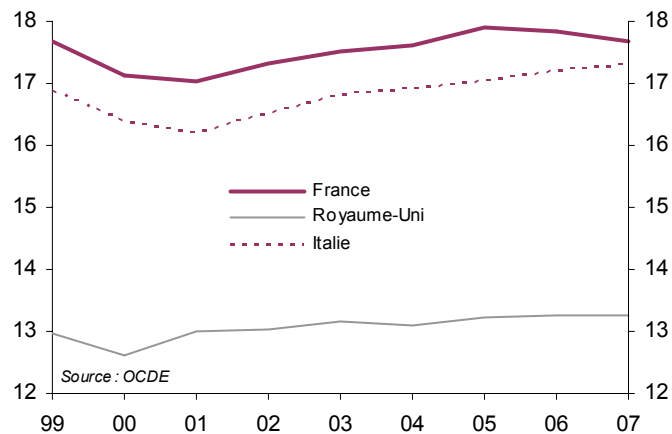
Graphique 15b
Investissement public (% PIB)



Graphique 16a
Prestations sociales (benefits, en % du PIB)

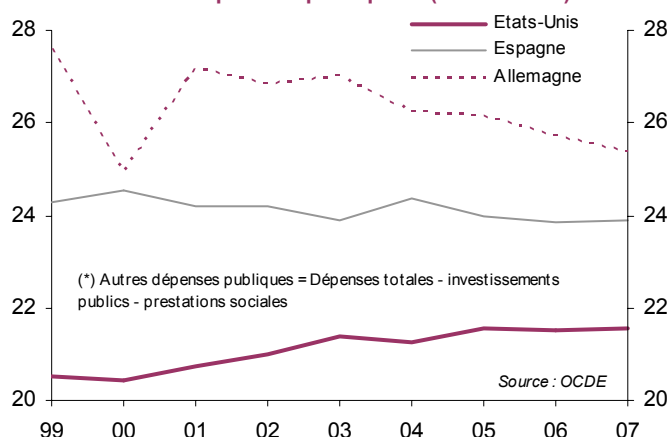


Graphique 16b
Prestations sociales (benefits, en % du PIB)

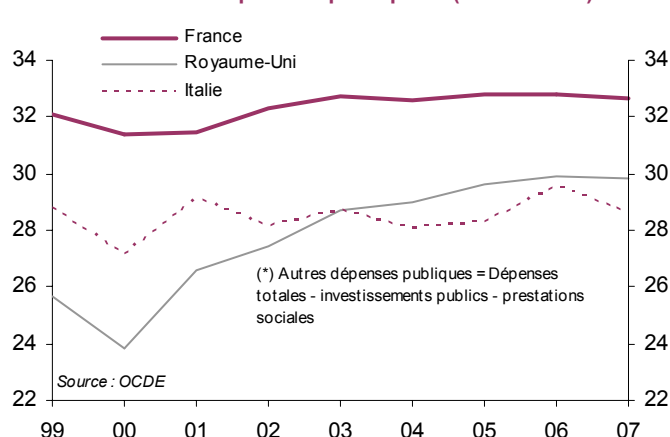


- Les autres dépenses publiques (dont les salaires) ont baissé en Allemagne, ont progressé un peu en France, beaucoup au Royaume-Uni (graphiques 17a-17b).

Graphique 17a
Autres dépenses publiques* (en % du PIB)



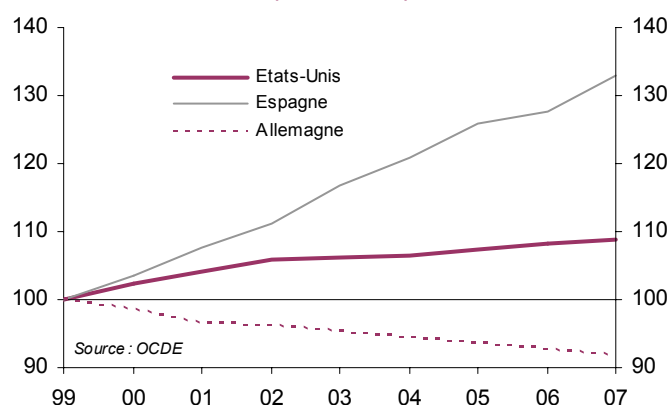
Graphique 17b
Autres dépenses publiques* (en % du PIB)



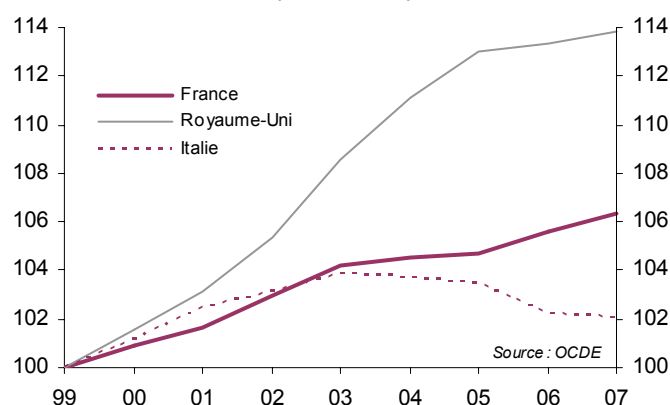
L'emploi public (graphiques 18a-18b) a beaucoup augmenté en Espagne (mais ceci permet que les dépenses publiques correspondantes restent stables par rapport au PIB compte tenu du niveau de croissance), **au Royaume-Uni**, à un moindre degré **en France et aux Etats-Unis**.

L'emploi public rapporté à l'emploi total ne monte qu'au Royaume-Uni et en France (graphiques 18c-18d).

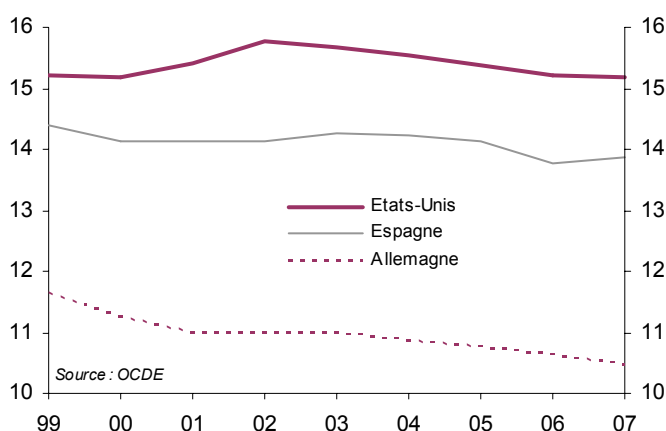
Graphique 18a
Emploi dans les administrations publiques (100 en 1999)



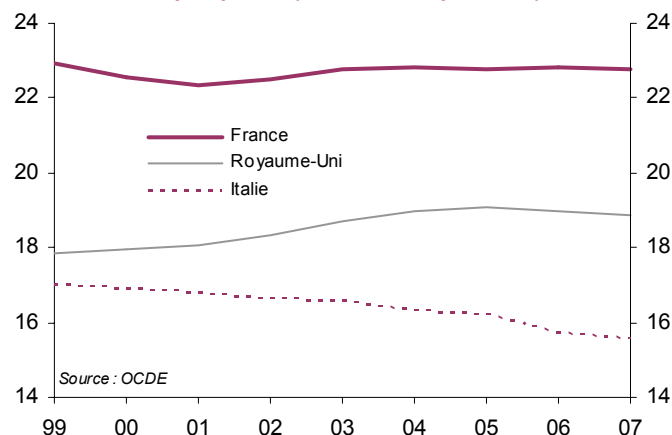
Graphique 18b
Emploi dans les administrations publiques (100 en 1999)



Graphique 18c
Emploi public (en % de l'emploi total)



Graphique 18d
Emploi public (en % de l'emploi total)



Au total, la dérive des dépenses publiques (rapportées au PIB) explique les difficultés budgétaires de la France, de l'Italie et du Royaume-Uni.

Elle vient :

- en France : des transferts sociaux et de l'emploi public ;
- en Italie : des transferts sociaux ;
- au Royaume-Uni : de l'investissement public et de l'emploi public.

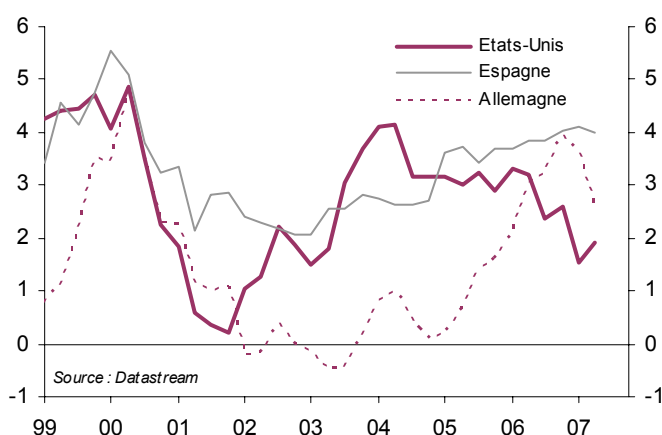
Synthèse : quelles explications pour les écarts ?

La France, le Royaume-Uni et l'Italie ont donc eu, dans le dernier cycle de croissance, un comportement différent des Etats-Unis, de l'Espagne et de l'Allemagne, puisque les trois premiers pays abordent le ralentissement économique de 2007-2008 avec des finances publiques encore en mauvais état.

Nous avons vu que **les difficultés budgétaires de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie ne venaient pas de la pression fiscale mais de la dérive des dépenses publiques : transferts sociaux (France, Italie) ; emploi public (France, Royaume-Uni) ; investissement public (Royaume-Uni, où il y a rattrapage du déficit antérieur en investissement et emploi publics).**

Il est bien sûr plus facile de stabiliser les dépenses publiques par rapport au PIB lorsque la croissance est forte (Etats-Unis, Espagne) que lorsqu'elle est faible (Italie). Mais cet argument est de faible valeur puisque la croissance a été assez forte au Royaume-Uni et en France et faible en Allemagne (**graphiques 19a-19b**).

Graphique 19a
PIB en volume (GA en %)



Graphique 19b
PIB en volume (GA en %)

